

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 419/ Septembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2024

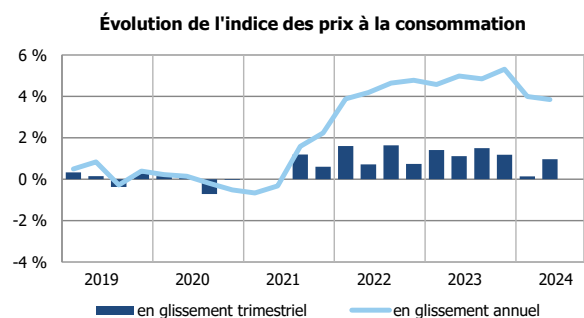
Au deuxième trimestre de l'année 2024, l'économie des îles Wallis et Futuna présente des signes contrastés, l'inflation continuant de ralentir mais restant à un niveau assez élevé et les importations étant en berne, notamment concernant les biens d'équipement. Au cours du trimestre sous revue, l'emploi déclaré dans le secteur privé reste stable. Les émeutes en Nouvelle-Calédonie ont engendré une chute du trafic aérien international et l'évolution de la situation politique et économique en Nouvelle-Calédonie risque d'avoir des conséquences très concrètes sur l'économie de Wallis-et-Futuna.

L'inflation baisse et l'emploi rebondit

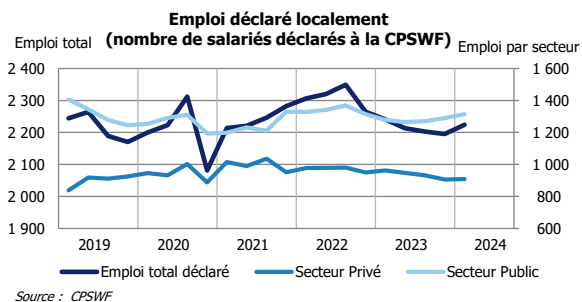
L'inflation continue de ralentir mais reste à un niveau élevé (+3,8 %)

Au deuxième trimestre, le ralentissement de l'inflation se confirme (+1 % en glissement trimestriel) mais elle reste à un niveau élevé. Les prix de l'énergie rebondissent au premier trimestre (+2,6 %) et les prix de l'alimentation restent en hausse (+1,7 %). L'inflation reste contenue pour les services (+0,4 %) et les produits manufacturés.

Sur les 12 derniers mois, les prix ont augmenté de 3,8 %, soit la plus faible augmentation depuis le dernier trimestre 2021 (après une augmentation de 4,0 % au premier trimestre). Ce sont les prix des services (+5,7 %) et de l'alimentation (+4,7 %) qui contribuent principalement à cette hausse. Les prix de l'énergie (+2,9 %) et des produits manufacturés (+1,1 %) ont aussi crû mais dans une moindre mesure.



L'emploi progresse dans le public et reste stable dans le privé



2 224 salariés sont déclarés à la CPSWF fin mars 2024 (dernières données complètes) contre 2 195 fin décembre 2023. **L'emploi progresse ainsi légèrement** en rythme trimestriel (+1,3 %) mais baisse un peu en rythme annuel (-0,8 %). Cela concerne uniquement le secteur public (+2,0 % en glissement trimestriel), le secteur privé restant quant à lui stable entre le dernier trimestre 2023 et le premier trimestre 2024 (+0,3 %).

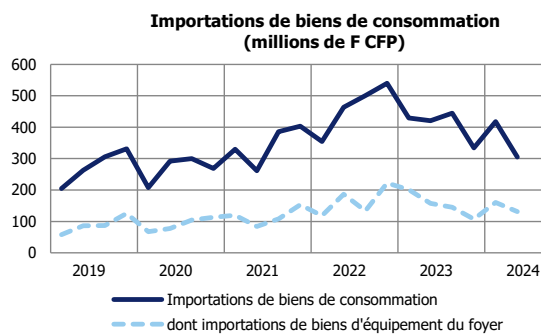
Néanmoins, derrière cette apparente stabilité, les différents secteurs du privé ont des dynamiques contrastées : les effectifs déclarés par le secteur du BTP sont ainsi en hausse de 9,7 % (après avoir baissé au dernier trimestre 2023). Le secteur de l'industrie et de l'artisanat, moins conséquent, voit quant à lui ses effectifs déclarés en hausse de 9,5 %. Le secteur du commerce est en légère hausse (+1,5 %) quand celui des services est en nette baisse (-7,0 %). Ces chiffres doivent néanmoins être interprétés avec précaution puisque des erreurs et retards de déclarations auprès de la CPSWF peuvent amener à des variations conséquentes.

Ménages : une consommation en baisse malgré le ralentissement de l'inflation

Après avoir rebondi au premier trimestre, les importations de biens de consommation baissent au second trimestre (-26,9 %, CVS). En volume, elles ne baissent néanmoins que de 3,4 %. Sur un an ces dernières baissent en valeur de 27,5 % et de 28 % en volume.

Dans une dynamique similaire, les importations des biens d'équipement du foyer baissent en valeur, en glissement trimestriel (-17,9 % CVS) de même qu'en glissement annuel (-16,6 %).

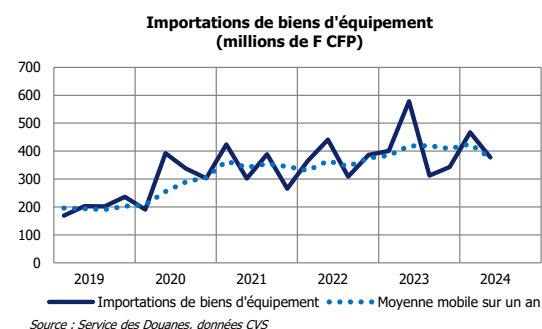
Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs baisse légèrement après avoir atteint un point haut au premier trimestre (28 véhicules contre 32 au trimestre précédent). Il reste cependant largement en hausse en glissement annuel (20 véhicules avaient été immatriculés au deuxième trimestre 2023). Alors que le prix de l'essence avait augmenté de 3,0 % et le prix du gasoil a baissé de 0,5 % au second trimestre, les consommations d'essence et de gasoil ont augmenté respectivement de 5,7 % et 3,1 %.



Source : Service des Douanes, données CVS

Les crédits à la consommation, qui représentent 90 % des encours bancaires de crédits aux ménages, sont en légère hausse en glissement annuel (+0,7 %), tandis que les crédits à l'habitat progressent eux de 101,1 % en un an au second trimestre 2024, en raison de nouvelles déclarations d'établissements de crédit non installés sur le Territoire. La prise en compte de ces nouveaux établissements permet à l'encours de crédits aux ménages de s'établir à près de 2,1 milliards de F CFP à fin juin 2024. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire continue à croître au second trimestre 2024 (+4,8 %), passant de 313 à 328 personnes. Sur un an, ce chiffre est aussi en hausse (+13,1 %). Après avoir nettement augmenté au premier trimestre 2024, les incidents de paiement par chèque sont divisés par deux et atteignent leur niveau le plus bas depuis le premier trimestre 2022. Le taux de créances douteuses des ménages, qui n'avait cessé de baisser au cours de l'année 2023 avant de remonter au premier trimestre 2024, reste en hausse au deuxième trimestre (3,6 % contre 2,8 % trois mois plus tôt).

Le niveau d'investissement des entreprises baisse



Source : Service des Douanes, données CVS

Les importations de **biens d'équipement** destinés aux entreprises baissent en valeur au premier trimestre (-19,3 %) mais continuent de croître en volume (+23,7 %) au deuxième trimestre 2024. De même, la valeur de ces importations est en nette baisse en glissement annuel (377 millions de F CFP contre 578M F CFP).

27 véhicules utilitaires ont été immatriculés au deuxième trimestre 2024, soit 15 de moins qu'au trimestre précédent et 4 de moins qu'à la même période en 2023.

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises est en légère hausse, après avoir atteint un point bas au premier trimestre 2024 (0,37 % contre

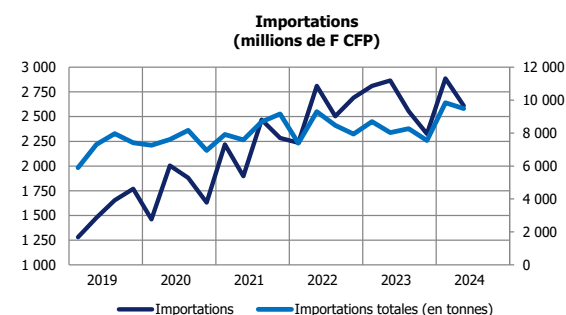
0,36 % au premier trimestre). Il reste néanmoins plus faible qu'à la même période un an plus tôt (0,55 %).

Les **encours de crédits des entreprises** continuent à baisser et s'établissent à 1,6 milliard de F CFP au deuxième trimestre 2024, contre 1,7 milliard un an plus tôt. Cette baisse est principalement due à la diminution des crédits d'investissement (1,36 contre 1,43 un an plus tôt). Les crédits d'exploitation, considérablement moindres, sont eux aussi en baisse par rapport au second trimestre 2023 (-5,0 %).

Après une forte hausse au premier trimestre, les importations baissent

Après avoir rebondi au premier trimestre 2024, les importations sont en baisse au deuxième trimestre, en valeur (-9,5 %) aussi bien qu'en volume (-3,4 %).

En raison de la baisse de la valeur de ces importations, les recettes douanières baissent aussi, de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 12,1 % par rapport à un an plus tôt. L'ensemble des recettes douanières et taxes ce trimestre a ainsi rapporté 728 millions de F CFP au Territoire, soit 0,4 % de plus qu'au trimestre précédent, étant donné les importantes recettes des taxes maritimes réalisées au dernier trimestre 2023.



Source : Service des Douanes, données CVS

Économie locale : le trafic aérien sous l'effet des émeutes en Nouvelle-Calédonie

Après être revenu à son niveau pré-pandémie, le trafic international rechute



Source : Aviation civile, chiffres désaisonnalisés par l'IEOM

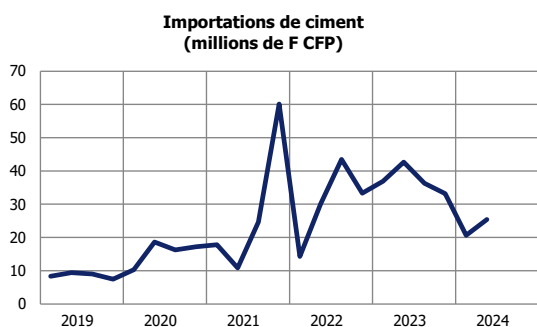
Le trafic aérien international est en nette baisse au second trimestre 2024.

La fréquentation des vols internationaux baisse en effet de 39,5 % (données CVS) par rapport au trimestre précédent. Si le trafic aérien avait pu retrouver ses niveaux d'avant la pandémie de COVID-19 en 2023 et les maintenir au premier trimestre 2024, les émeutes en Nouvelle-Calédonie et la fermeture de l'aéroport de la Tontouta ont causé l'annulation de nombreux vols en liaison avec le Territoire empêchant les résidents de Wallis-et-Futuna de se rendre en Nouvelle-Calédonie ou d'y transiter pour se rendre dans l'Hexagone. Cette situation a eu de réelles répercussions sur l'économie du territoire, en empêchant un certain nombre d'agents et prestataires de le rejoindre et en engendrant une baisse du fret aérien.

Par ailleurs un certain nombre de familles d'origine wallisienne et résidentes calédoniennes sont revenues sur le territoire. On observe ainsi que 2 694 passagers sont arrivés à Wallis au deuxième trimestre 2024 contre 2 301 départs, soit un solde de 393 personnes, au plus haut niveau depuis 2012.

Le trafic entre les îles Wallis et Futuna, augmente baisse quant à lui de 1,4 % au deuxième trimestre 2024 (données CVS).

L'emploi remonte dans le secteur du BTP



Source : Service des Douanes, données CVS

La valeur des importations de ciment rebondit au deuxième trimestre (+ 23,1 %) après avoir considérablement baissé au premier trimestre. Elle reste cependant à un niveau nettement inférieur à celui atteint à la même période l'année précédente (-40,4 %). En volume, ces importations sont néanmoins en baisse trimestrielle (-46,1 %) ainsi qu'annuelle (-44,7 %).

Les effectifs salariés du secteur restent à un niveau élevé malgré une baisse en glissement annuel (-5,3 %), avec 124 employés déclarés (contre 113 trois mois plus tôt et 138 un an plus tôt). Le secteur reste solide et continue de bénéficier de nombreux chantiers de la commande publique.

Le secteur du commerce résiste à la baisse des importations

Si le secteur du commerce continue d'être impacté par le ralentissement de l'inflation, il est confronté à la baisse des importations de biens de consommation au deuxième trimestre 2024. Le nombre d'employés déclarés par le secteur à la fin du premier trimestre (dernières données disponibles) est en légère hausse : il comptait 399 employés à fin mars, soit 6 de plus qu'au trimestre précédent et 16 de plus qu'à la même période en 2023.

Le secteur reste ainsi robuste en tant que premier employeur du secteur privé, bénéficiant toujours du haut niveau de rémunération des fonctionnaires et de la baisse de l'autoconsommation. Sa structuration en oligopole permet aux acteurs du commerce de pratiquer des prix élevés. Ces derniers restent néanmoins très dépendants des importations puisqu'il n'y a pas eu de véritable professionnalisation de la production locale agricole. Entre 2023 et 2013, le volume des importations de produits alimentaires n'a ainsi baissé que de 3,9 % quand la population a diminué de 8,6 %.

La conjoncture régionale et internationale

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon le FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement que prévu en avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du *World Economic Outlook* évoquait également le creusement des disparités entre les pays avec notamment une croissance particulièrement forte aux États-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance a été en effet supérieur aux attentes dans de nombreux pays, et plus faible que prévu aux États-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont ainsi légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit une croissance de 2,6 % pour les États-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 sous l'effet du ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint un creux. Le FMI prévoit un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation des ménages en lien avec la hausse des salaires réels, et à une hausse des investissements productifs en faveur de l'assouplissement progressif de la politique monétaire en 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au 2^{ème} trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine, respectivement estimés à 7 % et 5 %.

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France

UNE REDUCTION PROGRESSIVE DES PRESSIONS INFLATIONNISTES DANS LA REGION

La plupart des économies de la zone Indo-Pacifique connaissent une situation de désinflation. Néanmoins, les augmentations de prix demeurent généralement au-dessus des cibles des autorités monétaires, les contraignant à maintenir une politique restrictive.

En **Australie**, l'activité continue de ralentir au premier trimestre, en glissement annuel (+1,1 %, après +1,6 % au quatrième trimestre 2023) comme trimestriel (+0,1 %, après +0,3 % au trimestre précédent). Ce ralentissement s'inscrit dans un contexte de hausse modérée de la demande intérieure (+0,4 % de consommation des ménages et +1,0 % de dépenses publiques), d'une nouvelle baisse de l'investissement (-0,9 %) et d'une contribution négative des échanges extérieurs (importations et exportations en hausse de respectivement 5,1 % et 0,7 %). Après cinq trimestres consécutifs de baisse, l'inflation repart légèrement à la hausse en juin (+3,8 %, contre +3,6 % en mars). L'accroissement des prix étant toujours supérieur à sa fourchette cible de 2 % à 3 %, la *Reserve Bank of Australia* a maintenu son taux directeur inchangé (4,35 % depuis novembre 2023). De son côté, le taux de chômage s'inscrit en hausse pour atteindre 4,1 % au second trimestre.

La croissance **néo-zélandaise** continue de se réduire en variation annuelle (+0,2 % au premier trimestre, après +0,6 % au quatrième trimestre 2023), tandis que la croissance trimestrielle repasse en territoire positif après deux trimestres de contraction (+0,2 %, après -0,1 % au trimestre précédent). Ce rebond d'activité s'explique par une hausse de la consommation privée (+1,6 %), de l'investissement (+0,6 %) et d'une réduction plus forte des importations (-6,1 %) que des exportations (-0,4 %). Les dépenses publiques s'inscrivent quant à elles en baisse de 0,3 %. L'inflation se réduit progressivement depuis le pic de 2022 et atteint 3,3 % en juin, contre 4,0 % mars. En raison d'un niveau d'accroissement des prix encore légèrement supérieur à sa cible (fixée entre 1 % et 3 %), la *New Zealand's central bank* a maintenu son taux directeur inchangé (5,50 % depuis mai 2023). Du côté du marché du travail, le taux de chômage poursuit sa progression et s'élève à 4,6 % au second trimestre.

En **Indonésie**, la croissance se maintient à un niveau élevé (+5,1 % au deuxième trimestre en glissement annuel). Sur un rythme trimestriel, la croissance rebondit fortement pour atteindre son plus haut niveau depuis un an (+3,8 %, après -0,8 % au trimestre précédent). Ce dynamisme de l'activité s'explique par une forte reprise de la consommation des ménages (+3,1 %) et des dépenses publiques (+19,6 %). En revanche, l'investissement recule légèrement (-0,7 %). Le commerce net contribue négativement à la croissance, avec une hausse des exportations (+1,0 %) inférieure à celle des importations (+2,8 %). Le taux d'inflation s'inscrit en baisse pour s'établir à 2,5 % en juin (contre 3,1 % en mars), soit son niveau le plus faible depuis fin 2023. En effet, la *Bank Indonesia* a augmenté son taux directeur de 25 points de base à 6,25 % en avril pour soutenir la roupie, répondre à la remontée des prix du début d'année et maintenir l'inflation entre les deux bornes de 1,5 % et 3,5 %. La situation sur le marché du travail s'améliore comme en témoigne la décrue du taux de chômage, estimé à 4,8 % au premier trimestre.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : V. de RAULIN - Rédaction : A. BEAUFILS
Éditeur et imprimeur : IEOM